

été mise récemment de côté par décret du conseil?

L'hon. CH. STEWART: Oui, elle l'a été, excepté quant aux Orientaux.

M. SUTHERLAND: J'ai été heureux d'entendre l'honorable ministre déclarer que l'on va continuer de faire une sévère inspection des immigrants au port de débarquement. Voilà qui est très important. Bien qu'il y ait lieu de faire examiner les immigrants avant qu'ils viennent dans ce pays, je crois cependant que, dans les circonstances actuelles, c'est aux compagnies de steamers et à leurs agents de recrutement de renvoyer chez eux les sujets désireux d'immigrer aux Canada mais incapables de passer l'examen avec succès. Je vois là une sauvegarde à peu près suffisante. Certes, il est pénible qu'une famille désireuse de venir s'établir dans notre pays soit exposée à s'en voir refuser l'entrée à son arrivée au port de débarquement. Il m'est arrivé de constater de ces cas lamentables. Cependant, il ne nous est guère possible de les prévenir tous. Nous en réduirons probablement le nombre au minimum si le ministre et ses fonctionnaires prennent les précautions qu'ils ont évidemment l'intention de prendre. L'honorable député de Calgary-Est (M. Irvine) a dit que ceux qui s'adonnent à l'agriculture n'ont de travail à faire que suivant les saisons. Je lui ferai remarquer que depuis six ou huit ans il nous est arrivé bien peu d'immigrants, par suite de l'état de choses qui a régné dans l'ancien monde. Si désireux que le ministère puisse être d'assurer à l'agriculture la main-d'œuvre dont elle a besoin, et quelle que soit sa sollicitude à son égard, il nous arrivera toujours des immigrants qui ne tiendront pas aux travaux de la ferme ou ne s'y livreront pas indéfiniment. Je ne sais pas que le ministère ou le ministre soit à blâmer de ce qu'un certain nombre abandonnent l'occupation à laquelle ils avaient espéré se livrer pour longtemps. Mais je ne crois pas, cependant, qu'il y ait à cela beaucoup de mal, pourvu qu'ils soient disposés à se conformer à certaines obligations qui s'imposent à eux comme citoyens de ce pays. On a été un peu trop loin en prétendant que tout immigrant devrait se faire cultivateur.

M. Moore et certains autres ont fait remarquer que nombre de nos gens sont sans emploi. Cependant, depuis le jour où le premier immigrant est arrivé au Canada la main-d'œuvre n'a jamais été en aussi grande demande qu'elle l'est mainte-

nant. Plusieurs sont sans travail parce qu'ils ne peuvent obtenir un emploi comme celui qu'ils avaient autrefois et ne veulent pas en accepter d'autre. On demande partout des ouvriers et l'on n'en trouve pas. A qui ou à quoi faut-il s'en prendre? Est-il vrai que nous soyons arrivés au point de demander au pays de venir à notre rescousse parce que l'emploi que nous serions justement désireux d'obtenir ne se trouve pas parmi tous ceux qu'on nous offre? Inutile de fermer les yeux sur la situation où nous sommes ou de nous laisser influencer par l'esprit de parti. Il est du devoir de tout citoyen d'aider le ministre et le Gouvernement à résoudre cette question, afin qu'elle soit résolue dès maintenant et pour toujours.

En ces dernières années, bien des gens ont entrepris d'agiter l'opinion publique et de faire croire qu'il n'y a pas d'ouvrage au pays. D'un autre côté, ils demandaient la diminution des heures de travail, la restriction de la tâche à accomplir par un ouvrier qui, s'il avait fait plus d'ouvrage, aurait été mis à l'amende par les unions qui font actuellement la pluie ou le beau temps chez nous. Nul de nous n'ignore que nous sommes en présence de cet état de choses, cependant, nous n'avons pas le courage d'exprimer nettement nos sentiments pour en avoir le cœur net et dire ce que nous avons dans l'idée. Voilà la situation qui est cause des nombreux tracés du public en matière de transport par les voies ferrées. Telle est la note dominante dans tout ce chambardement. Les unions ont la haute main; elles font la loi au ministère et à tout le monde, et il s'ensuit que nous avons à combler de gros déficits dans l'exploitation de nos chemins de fer.

Combien de temps cela durera-t-il? Pourtant des gens disent que le ministre devrait empêcher toute immigration jusqu'à ce que tous les sans-travail trouvent de l'ouvrage qui satisfera leurs exigences ou leurs désirs. Jamais, je le déclare, on n'a autant eu besoin d'ouvriers qu'aujourd'hui, et si nous pouvons faire venir d'Angleterre de bons sujets, nous n'avons rien à craindre pourvu que le ministre fasse faire une inspection au port d'embarquement, ce qui est son intention, dit-il. Cependant, nous devons nous trouver dans une situation telle qu'aucune union ne puisse, comme aujourd'hui, imposer les tarifs de transport qu'elle voudra. Nous sommes à la merci d'une organisation qui, durant la guerre, a tracé la ligne de conduite à suivre et, ayant eu à nous soumettre à cette organisation, nous nous trouvons en présence des embarras qui en sont la conséquence. Plus